

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 22 au 29 janvier 2024

### Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Le graphique de la semaine : selon l'IFS, le prochain gouvernement n'hériterait pas de conditions propices à la baisse de la dette publique.....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>3</b>
<b>Actualités macroéconomiques.....</b>	<b>4</b>
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	4
POLITIQUE MONÉTAIRE.....	4
<b>Actualités commerce &amp; investissement .....</b>	<b>4</b>
POLITIQUE COMMERCIALE.....	4
INVESTISSEMENTS .....	5
CONCURRENCE – AIDES D'ÉTAT.....	6
SANCTIONS.....	6
<b>Actualités financières.....</b>	<b>7</b>
RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE .....	7
BANQUES ET ASSURANCES.....	7

## Le chiffre de la semaine

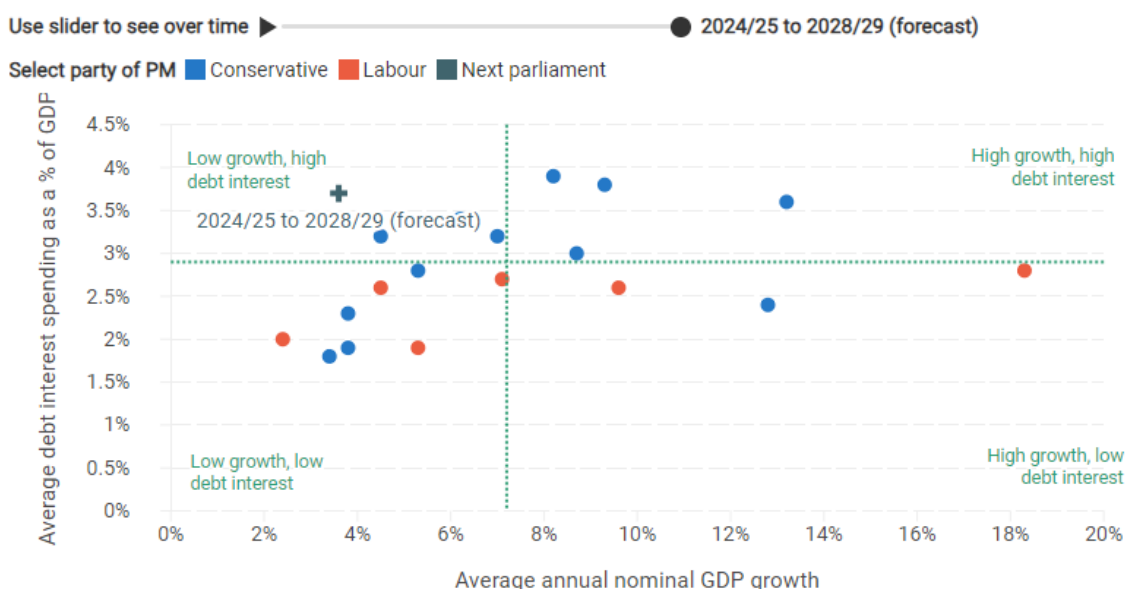
L'indice composite [GfK](#) mesurant la confiance des consommateurs est passé de -22 en décembre à -19 en janvier, au-delà des attentes du consensus de -21.

LE CHIFFRE À RETENIR

- 19

## Le graphique de la semaine : selon l'IFS, le prochain gouvernement n'héritera pas de conditions propices à la baisse de la dette publique.

Figure 1. Nominal GDP growth and debt interest spending as a % of GDP, by parliament, 1951 to present



Source : [Institute for Fiscal Studies](#)

Selon l'IFS, think tank de référence, le parti qui remportera les prochaines élections héritera d'une situation des finances publiques « épineuse ». Alors que les deux principaux partis politiques du Royaume-Uni se sont engagés en faveur d'une baisse de la dette publique, cet objectif devrait être beaucoup plus difficile à atteindre que par le passé récent. Ceci s'explique par la combinaison d'une charge d'intérêts élevée et une croissance économique faible, comme le présente le graphique ci-dessus : lors de la prochaine mandature, de 2024-25 à 2028-29, en moyenne, la croissance économique nominale devrait être de 3,6% et la charge d'intérêts devrait représenter 3,7% du PIB.

## En bref

- Selon le [FT](#), de hauts représentants du Labour ont admis qu'ils réexamineraient leur engagement de dépenses de 28 Md£ par an dans des investissements verts si J. Hunt consommait l'intégralité des marges de manœuvre budgétaires dont il pourrait disposer pour réduire l'impôt sur le revenu ou les cotisations sociales.

- D'après le [Centre for Cities](#), l'ensemble du territoire britannique a été touché par la stagnation économique depuis 2010. En effet, la faible croissance de la productivité britannique a eu des répercussions sur les salaires, aussi bien dans les villes dynamiques du sud de l'Angleterre que celles du nord. Ce think-tank estime que si la productivité avait connu la même croissance entre 2010 et aujourd'hui, que celle observée de 1998 à 2010, les ménages britanniques disposeraient, en moyenne, d'un revenu annuel brut supérieur de 10 200 £ à celui qu'ils ont actuellement.

- Les collectivités locales anglaises recevront un soutien supplémentaire de 600M£, pour les aider à fournir des services essentiels, a [annoncé](#) le secrétaire d'État au Levelling Up, M. Gove. L'allocation de ces fonds sera

détaillée lors du budget, le 6 mars prochain.

- Le secrétaire d'État au commerce international, Greg Hands, est en [visite](#) en Pologne.

- Singapour est le deuxième État, après le Japon, à ratifier [l'adhésion](#) du Royaume-Uni au CPTPP.

- Le comité spécialisé sur la mise en œuvre du cadre de Windsor s'est [réuni](#) le 24 janvier.

- Le gouvernement britannique annonce le déploiement de 500 000£ [d'aides publiques](#) pour soutenir les exportations de services (architectes, comptables, etc), notamment en encourageant les régulateurs à sécuriser des accords de reconnaissance des qualifications professionnelles (*Recognition Arrangements Grant Programme*).

# Actualités macroéconomiques

## Politique budgétaire

**Depuis le début de l'année fiscale, le secteur public s'est moins endetté qu'attendu, de 4,9Md£.** Selon l'[ONS](#), depuis le 1<sup>er</sup> avril, le secteur public a emprunté 119,1Md£, soit 4,9Md£ de moins que dans les dernières projections de l'OBR en date de novembre 2023. Cette différence s'explique principalement par une charge d'intérêts plus faible, de 5,7Md£, du fait d'une surprise à la baisse concernant l'inflation. A

contrario les recettes publiques sont légèrement plus faibles que prévu. En réaction, le directeur général de l'[OBR](#), Richard Hugues, estime que ces marges de manœuvre budgétaires sont « étroites », le Chancelier s'étant laissé une faible marge d'erreur lors du précédent budget. Il affirme que cette « cagnotte » est particulièrement dépendantes des hypothèses, notamment concernant les taux directeurs.

## Politique monétaire

**La majorité des prévisionnistes s'attendait à observer un maintien du taux directeur lors de la prochaine réunion du comité de politique monétaire, le 1er février. C'est en effet la décision qui a été prise par le comité de politique monétaire.** Selon le sondage réalisé par [Reuters](#) auprès d'un panel d'économistes, la première baisse de taux directeur de la Banque

d'Angleterre ne devrait avoir lieu au premier trimestre de cette année. Les économistes s'attendent, à égalité, à observer un premier déserrement de la politique de taux au second ou au troisième trimestre 2024. La décision du 1<sup>er</sup> février est accompagnée de la mise à jour des prévisions macroéconomiques et budgétaires réalisées par la Banque d'Angleterre.

# Actualités commerce & investissement

## Politique commerciale

**À l'issue de près de deux ans de pourparlers, le Royaume-Uni se résout à [suspendre](#) les négociations d'un accord de libre-échange (ALE) avec le Canada.** Pour rappel, les deux partenaires, dont le montant des relations commerciales s'élevait à 25,9Mds£ l'année passée, s'étaient accordés sur un texte de continuité dont les conditions étaient proches du CETA afin de préserver la

fluidité des relations commerciales post-Brexit. L'accord, bien que pensé comme transitoire dans l'attente de la conclusion l'ALE approfondi, n'est pas assorti d'une date limite de validité. En revanche, plusieurs des engagements arrêtés en parallèle (quotas avantageux sur le fromage britannique, cumul des règles d'origine pour le secteur automobile, etc) arrivent

progressivement à leur fin. Les intérêts offensifs canadiens sur le bœuf aux hormones ont eu raison des négociations, les britanniques ayant fait de ce refus une de leurs lignes rouges. À noter toutefois que si le gel des discussions n'entache pas la validité de l'accord existant, il fragilise les exportateurs britanniques en créant davantage d'incertitude quant à l'évolution des conditions des échanges bilatéraux. De surcroît, cette décision pourrait crispier les relations entre les deux pays dans la mesure où elle intervient au moment où les membres du CPTPP – dont le Canada fait partie – doivent ratifier l'adhésion britannique au Partenariat transpacifique.

De [récentes](#) analyses des [chiffres](#) du commerce britannique témoignent d'une [baisse](#) de l'ouverture commerciale du Royaume-Uni depuis 2018. Depuis 2021 – année qui marque la fin de la période de transition et la mise en œuvre de l'accord de commerce et de coopération (ACC) –, le déficit de la balance des transactions courantes (BTC) britannique s'est creusé, d'une part en raison d'un retour de la situation de la balance des services à son niveau moyen (soit 5,2% du PIB), après un pic entre 2019 et 2021, et, d'autre part, un creusement du déficit de la balance commerciale, en partie liée à la hausse des importations

## Investissements

**Le vice Premier-ministre, compétent pour les décisions de contrôle des investissements, impose des [conditions](#) à la mise en œuvre d'un partenariat stratégique entre Vodafone et *Emirates Telecommunications*.** Eu égard aux risques cyber liés à la sensibilité de certaines activités de l'entreprise et à son rôle de fournisseur de services

énergétiques. Bien que 2023 amorce une lente résorption de cette tendance, le niveau des échanges de biens demeure inférieur aux chiffres enregistrés en 2019 (-1,45% du PIB pour les exportations et -2,24% pour les importations). Quant aux services, bien que les exportations britanniques connaissent une dynamique de croissance positive depuis fin 2021, cette évolution ne concerne ni les services financiers ni les services de transport – pourtant fleurons de l'économie nationale. Enfin, malgré le Brexit, l'UE demeure le premier partenaire commercial du Royaume-Uni, pesant 53,3% des échanges au dernier trimestre 2023. Au-delà d'un potentiel effet de stockage en prévision de l'introduction du BTOM, cette place du partenaire européen s'explique notamment par la difficulté qu'a le Royaume-Uni à conclure des accords avec des partenaires commerciaux géographiquement éloignés ainsi que le moindre impact de ceux-ci sur son économie.

essentiels, les autorités ont considéré que l'accord – qui permet à la société émiratie d'exercer une influence substantielle sur la politique du groupe Vodafone – était susceptible de porter atteinte à la sécurité nationale. En conséquence, la décision conditionne la mise en œuvre dudit accord (exigences relatives à la composition du conseil d'administration, établissement

d'un comité de sécurité nationale pour surveiller les activités sensibles menées par le groupe Vodafone, etc).

## Concurrence – aides d'État

L'unité d'évaluation des subventions de l'Autorité de la concurrence britannique (*Subsidy Advice Unit*) a publié son [rapport](#) concernant les aides accordées par le ministère des entreprises et du commerce (DBT) à [BMW UK](#). Pour rappel, en vertu du [régime de contrôle des subventions publiques](#) de 2022, la SAU est chargée d'apporter ses conseils et son expertise dans le cadre de l'octroi de subventions décidées par les autorités publiques. A l'issue de son analyse, la SAU considère que l'évaluation proposée par le DBT

pourrait être renforcée à plusieurs égards. En effet, il conviendrait de préciser le mécanisme de défaillance de marché à l'œuvre justifiant l'intervention des pouvoirs publics ainsi que l'analyse du contrefactuel permettant d'apprécier le caractère nécessaire de cette dernière. Par ailleurs, la SAU conseille au ministère de davantage faire le lien entre les aides envisagées – 70M£ via un fonds régional pour la croissance exceptionnel – et les politiques publiques dans lesquelles elles s'inscrivent.

## Sanctions

Le Royaume-Uni, en coordination avec ses partenaires australiens et américains, annonce de nouvelles sanctions à l'encontre de [personnalités centrales](#) des réseaux financiers du Hamas et du Jihad palestinien. Au titre du régime britannique de lutte contre le terrorisme, cinq individus et une entité figurent désormais au registre des personnes désignées.

Par ailleurs, au titre du régime de sanction contre les cyber-atteintes, le Royaume-Uni a décidé de sanctionner [Aleksandr Ermakov](#), basé en Russie et impliqué dans l'attaque cyber de la banque australienne Medibank.

**Afin de protéger la sécurité maritime en mer rouge, le Royaume-Uni s'est**

**associé aux États-Unis pour sanctionner des acteurs essentiels du [régime Houthi](#)**. Ces désignations visant quatre personnalités phares du système houthi, dont le commandant des forces navales et le ministre de la Défense, prennent place dans le cadre du régime britannique de sanctions à l'encontre du Yémen.



# Actualités financières

## Règlementation financière

L'autorité de régulation prudentielle lance une [consultation](#) sur le *solvent exit* pour les assureurs. Les propositions visent à imposer aux assureurs supervisés par l'autorité de se tenir prêts à mettre un terme à leur activité, de manière contrôlée, tout en restant solvables, dans le cas où les

Un projet de loi visant à [modifier](#) le *Building Societies Act 1986* afin de rendre les sociétés de crédit plus compétitives par rapport aux banques aborde une seconde lecture à la Chambre des communes. Le texte vise principalement à étendre l'éventail des sources de financement auxquelles les sociétés de crédit ont accès (aujourd'hui ce sont presque

circonstances l'exigeraient. Les assureurs devront préparer cette « sortie » dans le cadre de leur activité quotidienne, ce qui devrait permettre de limiter l'intervention de la PRA si ce processus devait être mis en œuvre. La consultation est ouverte aux contributions jusqu'au 26 avril 2024.

exclusivement des dépôts). Il porte également sur la gouvernance des sociétés de crédit et prévoit d'autoriser la participation à distance aux assemblées générales et d'alléger certaines contraintes administratives. Ces mesures devraient permettre aux sociétés de crédit de prêter davantage, tout en livrant une plus grande concurrence aux produits bancaires.

## Banques et assurances

Les effets de la hausse des taux continuent [d'alléger](#) le poids des régimes de retraite pour les entreprises britanniques. La hausse des taux diminue la valeur actuelle des paiements futurs à réaliser dans le cadre des régimes de retraite que les entreprises financent, contribuant à leur équilibre. Cette meilleure santé des régimes améliore les conditions auxquelles les entreprises peuvent céder la gestion de leur régime de retraite (actifs et passifs) à des

La PRA publie les résultats de sa première [revue](#) du régime de cloisonnement bancaire (*ring fencing*). Si le rapport de la PRA ne pointe aucun dysfonctionnement du régime il suggère certaines pistes d'amélioration, portant entre autres sur la fourniture de services par des entités non cloisonnées aux entités cloisonnées d'un même groupe, sur la gouvernance et le

assureurs. Si le montant de tels transferts en 2023 avoisinait les 50Mds£, il devrait atteindre les 60Mds£ en 2024 d'après des estimations du cabinet Willis Towers Watson. Il existe toutefois des incitations pour les entreprises à garder la gestion des retraites sur leur bilan. La baisse prévue de la fiscalité sur les surplus des régimes de retraite ou l'élargissement des circonstances dans lesquelles les entreprises peuvent y avoir accès peuvent ainsi freiner cette tendance.

*reporting* réglementaire. Ce rapport vise à ouvrir un premier échange avec les entreprises concernées, avant le lancement par la PRA d'une consultation sur les modifications à apporter à ce régime. Celles-ci pourraient notamment viser à alléger les contraintes pesant sur les plus petits établissements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)